Prisons en préfabriqué : une rustine à défaut d'interroger la culture de l'incarcération

Libération, Le billet de Jonathan Bouchet-Petersen, le 15 avril 2025

Tout à sa volonté de communiquer, le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, promet «3 000 places» supplémentaires «constructibles en dix-huit mois». Perdant toujours plus de vue l'idée d'une prison qui aurait pour priorité la réinsertion.

La France compte 82 152 détenus pour seulement 62 539 places opérationnelles, soit une densité carcérale globale de 131,7 %. Un taux qui dépasse même les 200 % dans 15 établissements ou quartiers pénitentiaires. Voilà pour la sinistre photographie, s'appuyant sur [les derniers chiffres de l'administration pénitentiaire](#). Le constat n'est pas nouveau mais il n'a fait qu'empirer au fil des années. Parce que de plus en plus de faits nécessitent d'incarcérer leurs auteurs et que le parc pénitentiaire ne compte pas suffisamment de places ? C'est depuis plusieurs décennies l'idéologie dominante – et assez grossière – à l'exception notable de l'action de Christiane Taubira quand elle était ministre de la Justice.

Incarcérer toujours plus, c'est d'une certaine manière la solution de facilité pour complaire à une opinion publique qui y est majoritairement favorable, tout en étant capable de s'émouvoir – quand on les lui met sous les yeux – des conditions de détention dans un pays développé comme la France. On a coutume de dire que le degré d'humanité d'un pays peut s'apprécier en regardant l'état de ses prisons. A ce compte-là, la France n'a vraiment pas de quoi être fière, comme de nombreux reportages le documentent régulièrement.

Tropisme français pour l'enfermement

Poser la question de notre culture de l'enfermement, a fortiori quand la surpopulation dans les prisons est une réalité qui s'accroît sans cesse (ce qui démontre au passage que la justice est moins laxiste que ce que nombre de populistes affirment), ce n'est pas faire l'apologie du laxisme. C'est simplement noter que nombre de détenus n'ont, au fond, rien à faire en prison, sans nier pour autant que certains citoyens devraient y être et en sont exemptés du fait de l'absence de places disponibles. Qu'une société réfléchisse à qui elle enferme, voilà un débat passionnant. Mais force est de constater que ces dernières années, on a surtout parlé de la prison pour entretenir l'idée qu'il s'agirait pour certains détenus de clubs de vacances où des activités leur sont proposées tandis que les «bons» citoyens galèrent pour s'offrir des loisirs. La circulation des téléphones portables et de toutes sortes de drogues dans l'univers carcéral est évidemment un sujet légitime pour l'administration pénitentiaire, mais résumer la problématique à ces thématiques c'est volontairement rester en surface.

[L'objectif avancé en 2017 par Emmanuel Macron](#) – construire 15 000 nouvelles places de prison en dix ans – ne sera pas tenu, chacun le sait. Parce que cela coûte cher et parce que les municipalités et les riverains n'y sont pas favorables quand la question se pose concrètement. Pour répondre à cette surpopulation aussi chronique que critique, le ministre de la Justice, Gérald Darmanin a affirmé dimanche dans *le Figaro* [qu'il souhaite accélérer le](#)

[développement de places de prison dans des modules préfabriqués](#) en s'inspirant de ce qui se fait déjà en Allemagne. Il promet «3 000 places» supplémentaires «*constructibles en dix-huit mois*». L'idée de recourir aux préfabriqués était déjà dans les cartons. Didier Migaud, prédécesseur de Gérald Darmanin, [l'avait évoquée en novembre 2024](#) au motif que cela permet «*d'avoir des solutions moins coûteuses et plus rapidement réalisées*» car elles se feront sur des terrains qui appartiennent déjà au domaine pénitentiaire. L'utilisation de terrains ou de bâtiments d'autres ministères a également été évoquée.

A première vue, on peut se dire qu'il s'agit là d'une manière pragmatique de desserrer un peu l'étau. Mais tout cela est marginal alors qu'il manque non pas 3 000 mais 20 000 places pour «loger» ceux qui ont été condamnés à être incarcérés ou ceux qui le sont dans l'attente de leur jugement. Ces nouvelles places seront évidemment un progrès pour ceux qui vont pouvoir en profiter, d'abord des détenus qui travaillent la journée et qui reviennent passer la nuit en prison. Mais voilà qui n'est qu'une rustine et qui, surtout, ne remet nullement en cause le tropisme français pour l'enfermement. A ce titre, une proposition de loi portée par le groupe Horizons et votée en première lecture à l'Assemblée risque d'accentuer encore la pression carcérale : [le texte rétablit la possibilité de prononcer des peines de prison ferme de moins d'un mois](#) et abroge le principe selon lequel une peine inférieure ou égale à six mois doit obligatoirement faire l'objet d'un aménagement, comme le port d'un bracelet électronique. Sans surprise, l'extrême droite a apporté son soutien à l'initiative d'Horizons.

Quand on est ministre de la Justice, on travaille sur le temps long. Le seul moyen de faire l'actualité, ce qui n'est pas [la dernière préoccupation de Gérald Darmanin](#), c'est le levier pénitentiaire. Cela explique en partie son activisme sur ce front. Mais en vérité, la France gagnerait à interroger son recours à la détention provisoire – ce qui nécessite notamment une accélération du temps judiciaire. Et il serait bienvenu de rappeler le rôle de la prison dans une société, qui ne se résume à être une arme de dissuasion à l'égard des délinquants et des criminels. La peine a bien sûr vocation à punir les actes qui le méritent et l'incarcération sert, quand cela est nécessaire, à protéger la société. Mais penser la prison sans mettre le paquet sur les conditions de détention et sans faire de l'horizon de [la réinsertion une priorité absolue](#) – ce qui nécessite des moyens et une ambition forte –, voilà qui revient à passer à côté de l'essentiel. Notre objectif collectif devrait être la lutte contre la récidive et non simplement d'enfermer toujours plus pour satisfaire l'opinion.